

II. Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Titre du projet de rapport	La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov
Origine	Proposition
Titre	La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov
Numéro	13967
Rapporteur(e)	ZINGERIS, Emanuelis
Pays	Lituanie
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	18/05/2017
Renvoi	
Numéro	4276
Date	10/03/2017
Prolongé le	25/01/2019
Valable jusqu'au	30/06/2019
Autres	
Etat d'avancement en commission	<p>Le 29/06/2017, la commission, a accepté la demande du rapporteur de tenir une audition sur le sujet pendant la partie de session d'octobre 2017 et de procéder à une visite officielle en Fédération de Russie afin d'observer l'audience au cours de laquelle la décision finale dans le procès criminel serait rendue, tous deux sous réserve de la disponibilité de fonds.</p> <p>Le 10/10/2017, la commission a tenu une audition avec la participation de Mme Zhanna Nemtsova, fille de Boris Nemtsov, et deux experts.</p> <p>Le 12/12/2017, la commission a repris l'examen d'une note introductive et l'échange de vues sur les exposés faits par les participants à l'audition tenue le 11/10/2017. Elle a accepté la demande du rapporteur d'effectuer une visite d'information en Fédération de Russie (sous réserve de la disponibilité de fonds) et a décidé de demander à la Présidente de l'Assemblée d'écrire aux Présidents du Conseil de la Fédération et la Douma d'État de la Fédération de Russie afin de demander aux autorités russes de coopérer à l'organisation de cette visite et de revenir sur cette question lors de la prochaine réunion de la commission.</p> <p>Le 24/01/2019, la commission a décidé de demander au Bureau une prolongation du renvoi.</p> <p>Le 04/03/2019, la commission a entendu une communication du rapporteur et a convenu que la présidente décidera s'il convient de tenir une nouvelle audition avec des experts lors de sa prochaine réunion, si nécessaire, sous réserve de la disponibilité des fonds.</p>
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	2019 - Troisième partie de session

Titre du projet de rapport	Demandes d'extradition et abus de procédure
Origine	Proposition
Titre	Demandes d'extradition et abus de procédure
Numéro	14315
Rapporteur(e)	POCIEJ, Aleksander
Pays	Pologne
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	09/10/2017
Renvoi	
Numéro	4306
Date	30/06/2017
Valable jusqu'au	30/06/2019
Autres	
Etat d'avancement en commission	<p>Le 22/05/2018, la commission a examiné une note introductive et a autorisé le rapporteur à participer à la réunion du PC-OC le 20/06/2018 à Strasbourg, ainsi qu'à tenir une audition avec des experts et un échange de vues avec un haut représentant d'Interpol, tout sous réserve de la disponibilité de fonds.</p> <p>Le 13/12/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts.</p>
Adopté en commission le	

N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
-----------------------------------	---

Origine	Décision du Bureau
Titre	Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Date	30/06/2017
Rapporteur(e)	VENIZELOS, Evangelos
Pays	Grèce
Groupe politique	SOC
Désigné le	10/10/2017
Renvoi	
Numéro	4313
Date	30/06/2017
Prolongé le	12/04/2019
Valable jusqu'au	30/04/2020

Autres

Etat d'avancement en commission

Le 23/01/2018, la commission a examiné une note introductive et a accepté la demande du rapporteur d'envoyer une lettre aux délégations nationales sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Résolution 2178 (2017) et de tenir deux auditions, une avec le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, des représentants du Comité des Ministres et du Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, et une avec des représentants de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), de la société civile et un expert universitaire, sous réserve de la disponibilité de fonds.

Le 24/04/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts.

Le 09/10/2018, la commission a tenu une audition avec deux experts et a accepté la proposition du rapporteur de tenir un échange de vues avec les chefs des délégations nationales des pays avec le plus grand nombre d'arrêts non mis en œuvre, sous réserve de la disponibilité de fonds.

Le 13/12/2018, la commission a décidé d'ouvrir au public les auditions prévues pour la partie de session de janvier 2019.

Le 22/01/2019, la commission a tenu une audition avec la participation de M. Mustafa Yeneroğlu, membre de la délégation turque auprès de l'Assemblée, et des experts du ministère turc de la justice, et a décidé de déclassifier la note d'information concernant l'exécution des arrêts contre la Turquie et l'Ukraine.

Le 22/01/2019, la commission a tenu une discussion en l'absence du chef de la délégation ukrainienne auprès de l'Assemblée.

Le 09/04/2019, la commission a tenu un échange de vues public avec M. Zsolt Németh, Président de la délégation hongroise auprès de l'Assemblée. Elle a convenu de déclassifier la note d'information concernant la mise en œuvre des arrêts de la cour européenne des droits de l'homme contre la Hongrie et l'Italie.

Le 09/04/2019, la commission a également tenu un échange de vues public avec la participation de M. Alvis Maniero, Président de la délégation italienne auprès de l'Assemblée, et de Mme Maria Giuliana Civinini, Co-agente du gouvernement italien devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Les principes et garanties applicables aux avocats
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Les principes et garanties applicables aux avocats
Numéro	14376
Date	13/10/2017
Rapporteur(e)	LOGVYNSKYI, Georgii
Pays	Ukraine
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	12/12/2017
Renvoi	
Numéro	4329
Date	13/10/2017

Prolongé le 12/04/2019
Valable jusqu'au 30/04/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 09/04/2019, la commission a décidé de demander au Bureau de prolonger ce renvoi jusqu'au 30/04/2020.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Droits de l'homme et entreprises: quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Droits de l'homme et entreprises: quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?
Numéro	14377
Date	13/10/2017
Rapporteur(e)	HASANOV, Elshad
Pays	Azerbaïdjan
Groupe politique	GDL
Désigné le	26/06/2018
Rapporteur(s) précédent(s)	12/12/2017 (HUSEYNOV, Vusal, Azerbaïdjan, PPE/DC)
Commission pour avis	Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable
Rapporteur(e)	MELKUMYAN, Mikayel
Pays	Arménie
Groupe politique	CE
Désigné le	06/12/2017
Renvoi	
Numéro	4330
Date	13/10/2017
Valable jusqu'au	13/10/2019
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 11/10/2018, la commission a examiné une note introductive et a décidé de tenir une audition avec trois experts lors d'une prochaine réunion de commission, sous réserve de la disponibilité de fonds. Le 04/03/2019, la commission a décidé d'ouvrir cette audition au public.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe
Numéro	14381
Date	13/10/2017
Rapporteur(e)	BALFE, Richard
Pays	Royaume-Uni
Groupe politique	CE
Désigné le	12/12/2017
Renvoi	
Numéro	4332
Date	13/10/2017
Valable jusqu'au	13/10/2019

Autres

Etat d'avancement en commission Le 25/01/2018, la commission a examiné une note introductive et a tenu un échange de vues avec un expert et a accepté de tenir une nouvelle audition avec deux experts lors d'une prochaine réunion, sous réserve de la disponibilité de fonds.
Le 23/05/2018, la commission a tenu une audition avec deux experts.
Le 11/04/2019, la commission a décidé d'ouvrir au public l'échange de vues prévu le 29/05/2019.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

2019 - Deuxième partie de session

Titre du projet de rapport	Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord
Numéro	14382
Date	13/10/2017
Rapporteur(e)	SCHWABE, Frank
Pays	Allemagne
Groupe politique	SOC
Désigné le	12/12/2017
Renvoi	
Numéro	4333
Date	13/10/2017
Valable jusqu'au	13/10/2019

Autres

Etat d'avancement en commission Le 14/03/2018, en l'absence du rapporteur, la commission a décidé de reporter l'examen de sa note introductive à la partie de session d'avril 2018 et a autorisé la demande du rapporteur d'effectuer une visite d'information en Fédération de Russie, y compris dans la région du Caucase du nord, sous réserve de la disponibilité des fonds.
Le 24/04/2018, en prévision de l'audition jointe avec la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sur « Les allégations de discrimination extrême et actes criminels présumés commis contre les personnes LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie) », la commission a accepté de partager la note introductive du rapporteur avec les membres de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination.
Le 24/04/2018, la commission a tenu une audition jointe avec la Commission sur l'égalité et la non-discrimination avec la participation de deux experts, dans le cadre de la préparation de ce rapport et celui de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sur « Les allégations de discrimination extrême et d'actes criminels présumés commis contre les personnes LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie) ».
Le 26/04/2018, la commission a examiné une note introductive.
Le 10/09/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de deux experts.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit à Malte et ailleurs: veiller à ce que toute la lumière soit faite
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs: veiller à ce que toute la lumière soit faite
Numéro	14479
Rapporteur(e)	OMTZIGT, Pieter
Pays	Pays-Bas
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	23/04/2018
Renvoi	
Numéro	4366
Date	15/03/2018
Valable jusqu'au	15/03/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 25/06/2018, la commission a examiné une note introductive et a accepté les demandes du rapporteur d'effectuer une visite d'information à Malte et de tenir une audition avec des experts (les deux sous réserve de la disponibilité de fonds) ainsi que de déclassifier la note introductive.

Le 26/06/2018, la commission, à la demande du rapporteur (en son absence), l'a autorisé à recevoir des informations de sources qui les fournissent sous couvert d'anonymat et à protéger leur identité par la suite.

Le 10/09/2018, la commission a examiné et rejeté la demande de M. Emmanuel Mallia (Malte, SOC) de retirer le mandat du rapporteur.

Le 08/10/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts; elle a accepté la proposition du rapporteur de tenir une deuxième audition lors d'une future réunion, sous réserve de la disponibilité de fonds; elle a également accepté la proposition du rapporteur de demander à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) un avis sur les dispositions constitutionnelles maltaises, la séparation des pouvoirs et l'indépendance des organes judiciaires et répressifs.

Le 13/12/2018, la commission a décidé d'ouvrir au public la deuxième audition prévue lors d'une réunion ultérieure.

Le 08/04/2019, la commission a tenu une audition publique avec Dr Owen Bonnici, Ministre de la justice, de la culture et des pouvoirs locaux, Malte, Dr Peter Grech, Procureur général, Malte, et M. Martin Kuijer, membre suppléant pour les Pays-Bas, Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Conseil de l'Europe.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

2019 - Troisième partie de session

Titre du projet de rapport	Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe
Numéro	14483
Rapporteur(e)	WASERMAN, Sylvain
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	23/04/2018
Renvoi	
Numéro	4369
Date	16/03/2018
Valable jusqu'au	16/03/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 11/10/2018, la commission a examiné une note introductive et a décidé de tenir deux auditions lors de prochaines réunions de commission, sous réserve de la disponibilité de fonds, et d'envoyer un questionnaire aux parlements nationaux.

Le 24/01/2019, la commission a tenu une audition avec deux experts.

Le 11/04/2019, la commission a décidé d'ouvrir au public l'audition prévue pour la réunion du 29/05/2019.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Cas signalés de prisonniers politiques en Azerbaïdjan
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Les prisonniers politiques en Azerbaïdjan
Numéro	14538
Rapporteur(e)	ÆVARSDÓTTIR, Thorhildur Sunna
Pays	Islande
Groupe politique	SOC
Désigné le	26/06/2018
Renvoi	
Numéro	4386
Date	01/06/2018

Valable jusqu'au 01/06/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 22/01/2019, la commission a examiné une note introductive et a décidé de changer le titre. Elle a autorisé la rapporteure à effectuer une visite d'information en Azerbaïdjan et à tenir une audition sur le sujet (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds). Elle a également décidé de déclassifier la note introductive.

Le 24/01/2019, la commission a décidé d'ouvrir au public l'audition proposée pour la partie de session d'avril 2019.

Le 09/04/2019, la commission a tenu une audition jointe avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) avec la participation de quatre experts.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe
-----------------------------------	---

Origine	Décision du Bureau
Titre	Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe
Rapporteur(e)	SOTNYK, Olena
Pays	Ukraine
Groupe politique	ADLE
Désigné le	10/09/2018
Renvoi	
Numéro	4394
Date	29/06/2018
Valable jusqu'au	29/06/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 08/10/2018, la commission a accepté la proposition de la rapporteure de saisir la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) pour un avis sur la compatibilité avec les normes internationales des droits de l'homme de la loi hongroise du 20/07/2018 modifiant certaines lois fiscales et autres lois y relatives, et sur la taxe d'immigration.

Le 13/12/2018, la commission a examiné une note introductive.

Le 24/01/2019, la commission a décidé d'ouvrir au public l'audition proposée pour la réunion du 04/03/2019.

Le 04/03/2019, la commission a tenu une audition publique avec la participation de trois experts.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Politique en matière de drogues et droits de l'homme en Europe: une étude de référence
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Politique en matière de drogues et droits de l'homme en Europe: une étude de référence
Numéro	14587
Rapporteur(e)	BARDELL, Hannah
Pays	Royaume-Uni
Groupe politique	NI
Désigné le	13/12/2018
Commission pour avis	Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable
Rapporteur(e)	PRUIDZE, Irina
Pays	Géorgie
Groupe politique	CE
Désigné le	24/01/2019
Renvoi	
Numéro	4396
Date	08/10/2018
Valable jusqu'au	08/10/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 04/03/2019, la commission a tenu une audition ouverte au public avec trois experts et a noté que la rapporteure a l'intention d'aller voir des centres de réduction des risques en Écosse et à Strasbourg. Elle a en outre noté que la rapporteure a l'intention d'effectuer une visite d'information pour laquelle elle demandera l'autorisation en temps utile.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Justice par algorithme – le rôle de l'intelligence artificielle dans les systèmes de police et de justice pénale
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Justice par algorithme – le rôle de l'intelligence artificielle dans les systèmes de police et de justice pénale
Numéro	14628
Rapporteur(e)	CILEVIČS, Boriss
Pays	Lettonie
Groupe politique	SOC
Désigné le	21/01/2019
Renvoi	
Numéro	4407
Date	12/10/2018
Valable jusqu'au	12/10/2020

Autres

Etat d'avancement en commission Le 11/04/2019, la commission a examiné une note introductive et a décidé de tenir une audition lors d'une future réunion avec un maximum de trois experts, sous réserve de la disponibilité des fonds.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail
Numéro	14544
Rapporteur(e)	STIER, Davor Ivo
Pays	Croatie
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	13/12/2018
Commission pour avis	Commission sur l'égalité et la non-discrimination
Rapporteur(e)	DONALDSON, Jeffrey
Pays	Royaume-Uni
Groupe politique	CE
Désigné le	23/01/2019
Renvoi	
Numéro	4408
Date	12/10/2018
Valable jusqu'au	12/10/2020

Autres

Etat d'avancement en commission
Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites
Numéro	14638
Rapporteur(e)	VEN, Mart van de
Pays	Pays-Bas
Groupe politique	ADLE
Désigné le	13/12/2018
Renvoi	
Numéro	4411
Date	23/11/2018
Valable jusqu'au	23/11/2020
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Lutte contre la corruption – Principes généraux de la responsabilité politique
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Lutte contre la corruption – Principes généraux de la responsabilité politique
Numéro	14639
Rapporteur(e)	VLASENKO, Sergiy
Pays	Ukraine
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	13/12/2018
Commission pour avis	Commission des questions politiques et de la démocratie
Rapporteur(e)	KARAMANLI, Marietta
Pays	France
Groupe politique	SOC
Désigné le	05/03/2019
Renvoi	
Numéro	4412
Date	23/11/2018
Valable jusqu'au	23/11/2020
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova
-----------------------------------	---

Origine	Proposition
Titre	Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova
Numéro	14650
Rapporteur(e)	ORLANDO, Andrea
Pays	Italie
Groupe politique	SOC
Désigné le	04/03/2019
Renvoi	
Numéro	4416
Date	21/01/2019
Valable jusqu'au	21/01/2021

Autres

Etat d'avancement en commission
 Adopté en commission le
 N° Doc. du rapport
 Date prévue de débat

Titre du projet de rapport **Détournement du système de Schengen par des États membres du Conseil de l'Europe pour infliger des sanctions à motivation politique**

Origine
 Titre **Proposition**
 Détournement du système de Schengen par des États membres du Conseil de l'Europe pour infliger des sanctions à motivation politique
 Numéro 14652

Rapporteur(e) **SOTNYK, Olena**
 Pays Ukraine
 Groupe politique ADLE
 Désigné le 04/03/2019

Renvoi
 Numéro 4417
 Date 21/01/2019
 Valable jusqu'au 21/01/2021

Autres

Etat d'avancement en commission
 Adopté en commission le
 N° Doc. du rapport
 Date prévue de débat

Titre du projet de rapport **Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat?**

Origine
 Titre **Proposition**
 Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat?
 Numéro 14802

Rapporteur(e) **CILEVIČS, Boriss**
 Pays Lettonie
 Groupe politique SOC
 Désigné le 08/04/2019

Renvoi
 Numéro 4428
 Date 28/02/2019
 Valable jusqu'au 28/02/2021

Autres

Etat d'avancement en commission
 Adopté en commission le
 N° Doc. du rapport
 Date prévue de débat

Titre du projet de rapport

Origine
 Titre **Proposition**
 La connexion homme-machine: nouveaux droits ou nouveaux dangers pour les libertés fondamentales?
 Numéro 14814

Rapporteur(e) **A désigner**

Renvoi
 Numéro 4435
 Date 12/04/2019
 Valable jusqu'au 12/04/2021

Autres

Etat d'avancement en commission
 Adopté en commission le

N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport

Origine	Proposition
Titre	En finir avec les disparitions forcées sur le territoire du Conseil de l'Europe
Numéro	14816
Rapporteur(e)	A désigner
Renvoi	
Numéro	4437
Date	12/04/2019
Valable jusqu'au	12/04/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport

Origine	Proposition
Titre	Aspects juridiques concernant les «véhicules autonomes»
Numéro	14839
Rapporteur(e)	A désigner
Renvoi	
Numéro	4442
Date	12/04/2019
Valable jusqu'au	12/04/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport

Origine	Proposition
Titre	Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle?
Numéro	14841
Rapporteur(e)	A désigner
Renvoi	
Numéro	4443
Date	12/04/2019
Valable jusqu'au	12/04/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	